

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 862

22 avril 2009

SOMMAIRE

3i La Sirena (a) Holdings S.à r.l.	41344	Katalpa S.à r.l.	41334
3i La Sirena (b&c) Holdings S.à r.l.	41342	KTP Invest S.A.	41346
Äert Sekretariat S.à r.l.	41338	Matrix German Portfolio No 1 Munster S.à r.l.	41331
Allianz Global Investors Selections	41345	Molentor	41345
Apollo Rida Golf S.à r.l.	41331	Norit Beta S.à r.l.	41332
Apollo USLP S.à r.l.	41342	Olvemarks S.à r.l.	41343
Apollo USLP Sicar	41342	Pahia S.A.	41339
Arachne B.V.	41333	Panattoni Luxembourg Management S.à r.l.	41336
Arcola Investments S.A.	41333	Patron Lepo VII S.à r.l.	41330
Arcola Investments S.A.	41332	Pentagon Co-ownership A S. à r.l.	41370
Balfour International S.A.	41330	PM Logistic Center Luxembourg	41373
Balfour International S.A.	41330	RBC Dexia Investor Services Bank S.A. ..	41341
Big Construction	41376	RBC Dexia Investor Services Participa- tions S.à r.l.	41341
CEREP T S.à r.l.	41335	RM Properties S.C.A.	41340
Cindy Invest S.A.	41337	S.A. CBR Asset Management	41331
Cindy Invest S.A.	41335	SC-Concepts S.A.	41375
Colonnade Holdco N° 9 S.A.	41343	Sewimariva S.A.	41331
Delt'Invest S.A.	41332	Sewimariva S.A.	41330
Dubloen S.A.	41332	Siemens Enterprise Communications S.A.	41346
EJM Investments S.à r.l.	41343	Signes S.A.	41339
EQ Serv S.à.r.l.	41333	SOCIETE CIVILE Chanred	41339
Euro Far East S.A.	41335	Société Générale de Construction Luxem- bourg S.A.	41330
Euro Far East S.A.	41334	Société Générale de Construction Luxem- bourg S.A.	41330
Euro Far East S.A.	41334	Solidas 2 S.A.	41362
Euro Far East S.A.	41335	Stanislas S.A.	41344
G.I.C.O. S.A.	41337	Syrana S.A.	41340
Henderson Global Property Companies (Luxembourg)	41344	The Calypso Alternative Fund	41334
Herakles S.A.	41333	Tofev S.A.	41336
Holding EDH S.A.	41337	UBP Multifunds	41338
IGNI	41336	WIK-Investissement GmbH	41338
Indre Holding S.A.	41340		
International Trade Wine Development (I.T.W.D.) S.A.	41341		
INVESCO European Hotel Real Estate S.à r.l.	41342		
Jofut S.à r.l.	41345		

Patron Lepo VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 123.331.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PATRON LEPO VII S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009045255/6341/15.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD01067. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090051973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

**Balfour International S.A., Société Anonyme,
(anc. Société Générale de Construction Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-2680 Luxembourg, 52, rue de Vianden.

R.C.S. Luxembourg B 27.319.

—
Le bilan au 31.12.2005 (version abrégée des comptes annuels) a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009045726/8817/13.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02838. - Reçu 95,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

**Balfour International S.A., Société Anonyme,
(anc. Société Générale de Construction Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-2680 Luxembourg, 52, rue de Vianden.

R.C.S. Luxembourg B 27.319.

—
Le bilan au 31.12.2007 (version abrégée des comptes annuels) a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009045724/8817/13.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02841. - Reçu 95,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Sewimariva S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 130.939.

—
Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2009045713/1089/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01445. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Sewimariva S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 130.939.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2009045714/1089/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01441. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Apollo Rida Golf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 114.387.

La version abrégée des Comptes Annuels au 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009045556/9168/14.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01920. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Matrix German Portfolio No 1 Munster S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 112.077.

La version abrégée des Comptes Annuels au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2009.

Jan Willem Overheul
Geschäftsführer

Référence de publication: 2009045554/9168/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mars 2009, réf. LSO-DC08291. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

S.A. CBR Asset Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 37.015.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009046211/581/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01997. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Dubloen S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 60.508.

Le Bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, 31.03.2009.

Van Lanschot Management S.A. / Van Lanschot Corporate Services S.A.

Signatures / Signatures

Référence de publication: 2009045509/695/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02324. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Norit Beta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.000.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 127.930.

Les comptes annuels pour la période au 23 avril 2007 (date de constitution) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009045501/581/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01490. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Delt'Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 69.947.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2009045718/1089/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01393. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Arcola Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 117.084.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2009045717/1089/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01407. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Herakles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 99.944.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2009045715/1089/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01438. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Arcola Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 117.084.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2009045716/1089/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01408. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

EQ Serv S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8365 Hagen, 48, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 79.831.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2009.

Pour VO Consulting Lux S.A.

Signature

Référence de publication: 2009045736/1427/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01553. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Arachne B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 110.549.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2009.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Référence de publication: 2009045739/710/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD01209. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Katalpa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8422 Steinfort, 14, rue de Hobscheid.
R.C.S. Luxembourg B 95.523.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2009.

Pour VO Consulting Lux S.A.

Signature

Référence de publication: 2009045735/1427/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01560. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

The Calypso Alternative Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 103.128.

Les comptes annuels au 30 juin 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco Fund Services (Luxembourg) S.A.,

Administration Centrale

Signatures

Référence de publication: 2009045740/1418/14.

Enregistré à Luxembourg, le 25 mars 2009, réf. LSO-DC07380. - Reçu 58,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Euro Far East S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 56.609.

Le bilan au 31/12/2006 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2009045711/1089/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01402. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Euro Far East S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 56.609.

Le bilan au 31/12/2005 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2009045712/1089/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01397. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Euro Far East S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 56.609.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2009045710/1089/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01404. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Cindy Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 134.663.

Le bilan de la société au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2009045495/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD00921. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

CEREP T S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 128.196.

Les comptes annuels pour la période au 26 avril 2007 (date de constitution) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 mars 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009045499/581/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01488. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Euro Far East S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 56.609.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2009045709/1089/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01405. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

IGNI, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 60.894.

Le bilan au 30 septembre 2008 ainsi que l'affectation du résultat ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2009.

Pour IGNI

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Jean-Michel GELHAY / Martine VERMEERSCH

Directeur / Sous-Directeur

Référence de publication: 2009045722/34/18.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01940. - Reçu 186,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Panattoni Luxembourg Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 115.688.

Le bilan au 31 décembre 2007 de la société a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2009.

Panattoni Luxembourg Management Sarl

Panattoni Luxembourg Dierctorship Sarl

Gérant

Olivier Marbaise

Gérant

Référence de publication: 2009045587/8609/17.

Enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2009, réf. LSO-DC08802. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

Tofev S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 118.217.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 19 mars 2009

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2010 comme suit:

Commissaire aux comptes:

I.C. Dom-Com S.à r.l. ayant son siège social au, 69, rue de la Semois, L-2533 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

TOFEV S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2009045270/24/19.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01915. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

Cindy Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 134.663.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 27 mars 2009

- L'Assemblée renouvelle le mandat d'administrateur de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009.

Luxembourg, le 27 mars 2009.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009045324/655/19.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD00919. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

G.I.C.O. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 70.027.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 24 mars 2009

Monsieur GROTTTO Daniele, Monsieur BARTOLUCCI Gabriele et Monsieur DE BERNARDI Alexis sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de trois ans. INDEPENDANT S.A.R.L. est renommée commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2012.

Pour extrait sincère et conforme

G.I.C.O. S.A.

Daniele GROTTTO / Alexis DE BERNARDI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009045424/545/18.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mars 2009, réf. LSO-DC08167. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

Holding EDH S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 36.256.

—
Extrait sincère et conforme des décisions circulaires du Conseil d'Administration adoptées en date du 4 mars 2009

Il résulte dudit Conseil d'Administration que la gestion journalière de la société a été déléguée à Monsieur Nicolas BARRE, demeurant professionnellement au 89, avenue de Villiers, F-75017 PARIS (France).

En qualité d'administrateur délégué, Monsieur Nicolas BARRE aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature dans le cadre des actes de gestion journalière.

Bertrange, le 4 mars 2009.

Pour HOLDING EDH S.A.

Signature

Référence de publication: 2009045427/768/17.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01542. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

WIK-Investissement GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 141.526.

—
EXTRAIT

Il résulte de la résolution du 3 février 2009 de l'associé unique de WIK-Investissement GmbH, ayant son siège social à L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141526 que:

M. Helmuth Tschütscher, fiduciaire, né le 31 mars 1957, demeurant à Werdenbergerweg 11, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein, est nommé avec effet immédiat et à durée indéterminée comme gérant, avec pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2008.

Me Lex THIELEN.

Référence de publication: 2009045430/318/18.

Enregistré à Luxembourg, le 23 mars 2009, réf. LSO-DC06258. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

Äert Sekretariat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3396 Roeser, 10A, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 68.689.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés

Suite à une cession de 500 parts sociales de OÜ MEDITA CONSULTING, ayant son siège social à Selise 2-9, Tallinn (Estonie), à Monsieur Philippe DEVEZE, 4, route Nationale, Tellancourt (F-54260), le capital social se répartit comme suit:

Monsieur Philippe DEVEZE: 500 parts sociales.

A l'unanimité des voix, l'assemblée générale nomme Monsieur Philippe DEVEZE gérant technique de la société ainsi que délégué à la gestion journalière en remplacement de Monsieur Jean-Michel BARANI.

Etabli à Roeser, le 27 février 2009.

Signature / Signature

Secrétaire/scrutateur / Président

Référence de publication: 2009045431/1972/19.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02370. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

UBP Multifunds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 86.602.

—
Les comptes annuels ainsi que l'affectation du résultat au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2009.

Pour Le Conseil d'Administration

Union Bancaire Privée (Luxembourg) S.A.

Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2009045723/1670/17.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01989. - Reçu 44,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

SOCIETE CIVILE Chanred, Société Civile Particulière.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg E 1.206.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mars 2009

L'Assemblée a décidé de transférer le siège social de la société du 38-40, rue Ste Zithe, L-2763 Luxembourg au 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2009.

Pour Société Civile Chanred

S G G S.A.

412F, route d'Esch

L-2086 LUXEMBOURG

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2009045186/795/20.

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 2009, réf. LSO-DC07477. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

Signes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 46.251.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2009.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009045708/1138/14.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD02205. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Pahia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 90.211.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 20 mars 2009

Résolutions

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de le réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2008 comme suit:

Commissaire aux comptes:

Fiduciaire MEVEA, 4, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PAHIA S.A.

Société Anonyme

Signature / Signature

Un administrateur / Un administrateur

Référence de publication: 2009045279/24/20.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01904. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2009.

Syrana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 115.712.

Le bilan et l'annexe au 30 septembre 2008, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SYRANA S.A.

Société Anonyme

Thierry FLEMING / Claude SCHMITZ

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009045527/45/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} avril 2009, réf. LSO-DD00256. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Indre Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 84.031.

Le bilan et l'annexe au 30/09/2008, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour INDRE HOLDING S.A.

Société Anonyme

Thierry FLEMING / Claude SCHMITZ

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009045528/45/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} avril 2009, réf. LSO-DD00259. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

RM Properties S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 76.024.

EXTRAIT

Il résulte du Procès-verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 30 mars 2009 que:

Suite à la démission de:

- Monsieur Rodolphe GERBES, né le 26 novembre 1924 à Luxembourg, en sa qualité de Commissaire aux comptes.

Est élu:

- La Fiduciaire de Luxembourg, ayant son siège social au 28, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, en remplacement du Commissaire aux comptes démissionnaire.

Le Commissaire aux comptes est élu jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008.

- L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Luxembourg, le 30 mars 2009.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2009045803/802/22.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD01213. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

RBC Dexia Investor Services Bank S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 47.192.

Le bilan social et le bilan consolidé au 31.12.2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2009.

RBC Dexia Investor Services Bank S.A.

Xavier Nevez / Georges Kohr

Head of Corporate Administration / Company Secretary

Référence de publication: 2009045721/1126/16.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD01194. - Reçu 112,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

RBC Dexia Investor Services Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 117.588.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 avril 2009.

RBC Dexia Investor Services Participations S.à r.l.

Xavier Nevez / Georges Kohr

Head of Corporate Administration / Company Secretary

Référence de publication: 2009045720/1126/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2009, réf. LSO-DC08917. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

International Trade Wine Development (I.T.W.D.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 82.324.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 8 novembre 2006

1. Le domicile des administrateurs est transféré du 31 grand-rue à L-1661 Luxembourg au 25b, boulevard royal à L-2449 Luxembourg.

2. Les mandats des administrateurs ont été reconduits et viendront à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2011.

3. Monsieur René MORIS, conseil fiscal, demeurant à L-1853 Luxembourg, 24, rue Léon KAUFFMAN est nommé commissaire aux comptes en remplacement de la société à responsabilité MONTBRUN REVISION, S.à r.l.;

son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 novembre 2006.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009045783/1089/23.

Enregistré à Luxembourg, le 25 novembre 2008, réf. LSO-CW08380. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

**Apollo USLP S.à r.l., Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque,
(anc. Apollo USLP Sicar).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 107.226.

La version abrégée des Comptes Annuels au 2005 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009045559/9168/16.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01914. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

INVESCO European Hotel Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 331.300,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 119.686.

Les comptes annuels au 30 juin 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2009.

Mark Weeden

Gérant

Référence de publication: 2009045553/9168/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 2009, réf. LSO-DD02395. - Reçu 40,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

3i La Sirena (b&c) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 26.625,00.

R.C.S. Luxembourg B 114.735.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, Citco REIF Services (Luxembourg) SA informe de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue le 22 février 2006 pour une durée indéterminée entre les deux sociétés:

3i La Sirena (b&c) Holdings S.à r.l. ayant son siège social jusqu'au 31 mars 2009 au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, et

Citco REIF Services (Luxembourg) SA ayant son siège social au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} avril 2009.

Citco REIF Services (Luxembourg) SA.

Carré Bonn

20, rue de la Poste

P.O. Box 47

L-2010 Luxembourg

Signature

L'Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2009045794/9168/23.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01647. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

EJM Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 103.010.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9/4/2009.

Pour EJM Investments S.à r.l.

Luxembourg International Consulting S.A.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2009046195/536/17.

Enregistré à Luxembourg, le 2 avril 2009, réf. LSO-DD00794. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Olvemarks S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 96.463.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2009046219/50/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02708. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Colonnade Holdco N° 9 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 123.368.

Extrait du procès-verbal de la réunion des administrateurs restants du 20 mars 2009

1. M. Georges SCHEUER, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg), le 5 juin 1967, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur et président du conseil d'administration en remplacement de M. Carl SPEECKE, administrateur démissionnaire, dont il achèvera le mandat d'administrateur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2012.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

2. M. Benoît NASR a été nommé comme président du conseil d'administration.

Luxembourg, le 30 mars 2009.

*Pour extrait sincère et conforme**Pour Colonnade Holdco N°9 S.A.*

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009045849/29/22.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD01117. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Stanislas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 11, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 90.613.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/04/2009.

Fiduciaire Hellers, Kos & Associés, Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009046158/7262/15.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2009, réf. LSO-DD01865. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Henderson Global Property Companies (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 118.595.

Le bilan au 31 août 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2009.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Mandataire
Signatures

Référence de publication: 2009046150/710/16.

Enregistré à Luxembourg, le 2 avril 2009, réf. LSO-DD00504. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

3i La Sirena (a) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

R.C.S. Luxembourg B 114.734.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, Citco REIF Services (Luxembourg) SA informe de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue le 22 février 2006 pour une durée indéterminée entre les deux sociétés:

3i La Sirena (a) Holdings S.à r.l. ayant son siège social jusqu'au 31 mars 2009 au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, et

Citco REIF Services (Luxembourg) SA ayant son siège social au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} avril 2009.

Citco REIF Services (Luxembourg) SA.
Carré Bonn
20, rue de la Poste
P.O. Box 47
L-2010 Luxembourg
Signature
L'Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2009045795/9168/23.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2009, réf. LSO-DD01646. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

Jofut S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 101.397.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2009046232/50/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02720. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Molentor, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 91.743.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2009046233/50/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02722. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Allianz Global Investors Selections, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 107.302.

AUFLÖSUNG

Auszug

Es erhellt aus einer Urkunde mit Datum vom 20. March 2009 von Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg enregistré in Luxemburg A.C., den 224. March 2009, LAC/2009/11214, dass die Liquidation der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Allianz Global Investors Selections", mit Sitz in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg gegründet gemäß Urkunde, aufgenommen durch Maître Camille MINES, Notar mit Amtssitz in Capellen, am 11. April 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 376 vom 26. April 2005,

der Bericht des Liquidators und der Bericht des Prüfungskommissars werden angenommen und die Gesellschaft hat aufgehört zu existieren.

Die Generalversammlung bestimmt schließlich, dass alle Bücher, Register und Dokumente, die die Gesellschaft betreffen, für eine Dauer von mindestens fünf Jahren am Firmensitz von Allianz Global Investors Luxembourg S.A., 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg aufbewahrt werden.

Luxemburg, den 26. March 2009.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009045777/5770/24.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} avril 2009, réf. LSO-DD00335. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090052969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2009.

KTP Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 105.507.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2005 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un administrateur

Référence de publication: 2009046235/50/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2009, réf. LSO-DD02642. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090053249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Siemens Enterprise Communications S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.
R.C.S. Luxembourg B 145.611.

STATUTES

In the year two thousand and nine, on the thirty-first day of March.

Before Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared the following:

Siemens Enterprise Communications S.A., a public limited liability company organized under the laws of Belgium, with registered office at Guido Gezellestraat 121, 1654 Huizingen, registered at the Registre des Personnes Morales de Bruxelles under number 0882.831.147 (the "Founding Shareholder");

represented by Me Carolin Weirauch, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 9 March 2009; such proxy, signed by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Founding Shareholder has requested the notary to record the following:

I. The Founding Shareholder declares to incorporate a company in the form of a Luxembourg public liability company ("société anonyme") (the "Company") and to fully subscribe and pay up the shares of such newly incorporated Company by a contribution in kind to the Company consisting in the contribution of a branch of activity ("apport de branche d'activités") consisting in any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts allocated to Siemens Enterprise Communications S.A., Succursale, (the "Branch") with registered address at 20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg-Hamm, registered at the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 119.388, being the Luxembourg branch of the Founding Shareholder (the "Contribution").

II. The Founding Shareholder declares that the value of the Contribution corresponds to the book value of the Branch's net assets, corresponding to the current account of the Branch to its head office. The Founding Shareholder declares that such current account of the Branch is reflected in the Branch's pro forma balance sheet drawn up as per 30 September 2008 under item IX. F. "Other debts". Accordingly, the Founding Shareholder values the contribution at three million seven hundred fourteen thousand six hundred sixty-seven Euro (EUR 3,714,667).

III. The Founding Shareholder declares to submit the Contribution in accordance with article 308bis-3 of the law of 10 August 1915 applicable on commercial companies, as amended (the "Law") to the provisions of articles 285 to 308 of the Law, with the exception of Article 303 of the Law. The Founding Shareholder declares to acknowledge and to agree that in such case, the Contribution results ipso jure in the transfer to the Company of all the assets and liabilities of the Branch and that in consequence of the Contribution the Branch will be dissolved without liquidation.

IV. The Founding Shareholder declares that in accordance with article 289 of the Law a project with respect to the Contribution (the "Contribution Project") has been executed by the directors of the Founding Shareholder on 13 February 2009 and notarized by deed of the undersigned notary on 18 February 2009, published in the Mémorial C, number 411 of 25 February 2009.

The Contribution Project was filed at the clerk's office of the commercial court of Brussels on 16 February 2009.

V. The Founding Shareholder declares in accordance with article 296 of the Law to waive the application of article 293, 294 paragraph (1), (2) et (4) and article 295 paragraph (1) c), d) et e) of the Law. The Founding Shareholder moreover declares that in accordance with article 295 paragraph (1) a) and b) of the Law its shareholders had been entitled to inspect the Contribution Project and the annual accounts and the directors' reports on such accounts for the past three financial years at the Founding Shareholder's registered office at least one month before the date of the present deed.

VI. The Founding Shareholder declares to approve the Contribution Project, to fully subscribe and pay up the Company's shares and to realize the Contribution.

VII. The Contribution has been valued in a report drawn up by BDO Compagnie Fiduciaire, réviseur d'entreprises, and signed by Mr Daniel CROISE, réviseur d'entreprises, on 30 March 2009, the conclusions of which read as follows:

"Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution in kind of EUR 3.714.667 is not at least equal to the number and the par value of the 3.714.667 shares to be issued.."

This report will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

VIII. The following articles of incorporation of the Company have then been drawn-up:

Chapter I.- Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is established a société anonyme (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders.

The Company will exist under the name of "Siemens Enterprise Communications S.A."

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any place within the City of Luxembourg by a resolution of the Board of Directors.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that, in the view of the Board of Directors, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Board of Directors.

Art. 3. Object. The object of the Company as and when the Company is agreed on the relevant official list of the Commission de Surveillance du Secteur Financier is to act as secondary operator of IT systems and communication systems of the financial sector in the meaning of article 29(4) of the law of 13 July 2007 as a professional being in charge of the functioning of IT systems other than such systems permitting the establishment of accounting and financial statements and communication systems which are part of the proper IT and communication equipment of banking institutions, professionals of the financial sector, organizations of collective investment, pension funds and insurance or re-insurance companies of Luxembourg or foreign laws.

The Company may be active in:

a) the production and commercialisation of, the trade in, the import and export of, the installation, the assembly, the maintenance, the repair, the distribution and the storage of industrial and other products, measurement and control equipment and machines regarding telecommunications, data management and transmission, as well as related technologies, including activities in the field of research and development, consulting and technical assistance and the development of software in all aforementioned fields; the operation or the management of telecommunication networks for its own needs or for the needs of third parties and the performance of services as system integrator;

b) the production and commercialisation of accessories and devices for the produced and commercialised goods;

c) the supply of management services relating to the techniques of telecommunications, data management and transmission, sensu lato;

d) all additional or related undertakings and activities;

The Company can erect all installations and plants, purchase and sell all equipment relating to its industry, acquire, lease, exchange or build all moveable and immovable assets and make use of all intellectual rights and industrial and commercial properties.

The Company can acquire, transfer or make use of all patents or licenses.

The Company's object is further the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of shareholders, voting with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation for any amendment of the Articles of Incorporation and pursuant to article 31 of the Articles of Incorporation, without prejudice to any mandatory provisions of the Laws.

Chapter II.- Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at three million seven hundred fourteen thousand six hundred sixty-seven Euro (EUR 3,714,667) divided into three million seven hundred fourteen thousand six hundred sixty-seven (3,714,667) shares, with a nominal value of one euro (EUR 1) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

The shares will be in the form of registered shares or in the form of bearer shares, at the option of the shareholders, with the exception of those shares for which the Laws prescribe the registered form.

The shares are freely transferable.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

The co-proprietors, the usufructuaries and bare-owners of shares, the creditors and debtors of pledged shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

With respect to the bearer shares, the Company shall issue bearer share certificates to the relevant shareholders in the form and with the indications prescribed by the Laws. The Company may issue multiple bearer share certificates.

The transfer of bearer shares shall be made by the mere delivery of the bearer share certificate(s).

With respect to the registered shares, a shareholders' register, which may be examined by any shareholder, will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number and class (if any) of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the registered shares will result from the recordings in the shareholders' register. Certificates reflecting the recordings in the shareholders' register may be delivered to the shareholders upon their request. The Company may issue multiple registered share certificates.

Any transfer of registered shares will be registered in the shareholders' register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the general meeting of shareholders.

Art. 7. Authorized Capital, Increase and Reduction of Capital

7.1. The authorized capital of the Company is set at seven million five hundred thousand Euro (EUR 7,500,000) divided into seven million five hundred thousand (7,500,000) shares. Each authorized share has a nominal value of one euro (EUR 1.-).

The Board of Directors is authorized and empowered, within the limits of the authorized capital, to (i) realise any increase of the issued capital in one or several successive tranches, following, as the case may be, the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the Board of Directors within the limits of the authorized capital under the terms and conditions of warrants (which may be separate or attached to shares, bonds, notes or similar instruments), convertible bonds, notes or similar instruments as from time to time issued by the Company, by the issuing of new shares, with or without share premium, against payment in cash or in kind, by conversion of claims on the Company or in any other manner; (ii) determine the place and date of the issue or successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new shares; and (iii) remove or limit the preferential subscription right of the shareholders in case of issue of shares against payment in cash. This authorisation is valid during a period ending five (5) years after the date of publication of the deed of incorporation of the Company in the Memorial and it may be renewed by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

The Board of Directors may delegate to any duly authorized person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of the issue of new shares under the authorized capital.

Following each increase of the issued capital within the limits of the authorized capital, realized and duly stated in the form provided for by the Laws, article 5 will be modified so as to reflect the actual capital increase. Such modification will be recorded in a notarial deed upon the instructions of the Board of Directors or of any person duly authorized and empowered by the Board of Directors for this purpose.

7.2. The issued and/or authorized capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

The new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The Board of Directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty (30) days.

Notwithstanding the above, the general meeting of shareholders, voting in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation may limit or withdraw the preferential subscription right.

Art. 8. Acquisition of own shares. The Company may acquire its own shares. The acquisition and holding of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the Laws.

Chapter III.- Board of Directors, Auditors

Art. 9. Board of Directors. The Company shall be managed by a board of directors, composed of not less than three members, who need not be shareholders themselves (the "Board of Directors"). If and as long as the Company has only one (1) shareholder, the Board of Directors may comprise one (1) member only.

The members of the Board of Directors will be appointed by the general meeting of shareholders, who will determine their number and the duration of their mandate, which may not exceed six (6) years. They are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may decide to qualify the appointed members of the Board of Directors as class A director (the "Class A Director") or class B director (the "Class B Director").

In the event of a vacancy on the Board of Directors, the remaining members of the Board of Directors may elect by co-optation a new director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders, which shall ratify such co-optation or elect a new member of the Board of Directors instead.

The shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholders or to the auditor(s) are in the competence of the Board of Directors.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Board of Directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more persons or committees of its choice.

The Board of Directors may also delegate other special powers or proxies or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees of its choice.

The remuneration and other benefits granted to the person(s) to whom the daily management has been entrusted must be reported annually by the Board of Directors to the general meeting of shareholders.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Director or by the joint signatures of any two (2) members of the Board of Directors.

However, if the shareholders have qualified the Directors as Class A Directors or as Class B Directors, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of two (2) Class A Directors or by the joint signatures of one (1) Class A Director and one (1) Class B Director.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature of any person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any person to whom special signatory power has been delegated by the Board of Directors, within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a member of the Board of Directors himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors (the "Secretary").

The Board of Directors will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Directors must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors may appoint another member of the Board of Directors as chairman pro tempore by majority vote of the directors present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Directors shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Directors. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

The meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Directors may from time to time determine.

Any member of the Board of Directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another member of the Board of Directors as his proxy. Any member of the Board of Directors may represent one or several members of the Board of Directors.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of at least half (1/2) of the members of the Board of Directors holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the members of the Board of Directors present or represented at such meeting.

One or more members of the Board of Directors may participate in a meeting by conference call, visioconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. The Board of Directors may determine any additional rules regarding the above in its internal regulations.

A written decision, signed by all the members of the Board of Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Board of Directors.

Art. 13. Resolutions of the Board of Directors. The resolutions of the Directors shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions adopted by the Directors as well as of the minutes of the general meeting of shareholders, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Director or by any two (2) Directors acting jointly.

The resolutions adopted by the single Director shall be documented in writing and signed by the single Director.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the general meeting of shareholders, the members of the Board of Directors may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the members of the Board of Directors in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any member of the Board of Directors of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such member shall disclose such personal interest to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction.

Such transaction and such Director's interest therein shall be disclosed in a special report to the next general meeting of shareholders before any vote by the latter on any other resolution.

If the Board of Directors only comprises one (1) member it suffices that the transactions between the Company and its director, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that a member of the Board of Directors, or any officer of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Directors' Liability - Indemnification. No member of the Board of Directors commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Members of the Board of Directors are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any member of the Board of Directors, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by

him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been director, officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct, in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Confidentiality. Even after cessation of their mandate or function, any member of the Board of Directors, as well as any person who is invited to attend a meeting of the Board of Directors, shall not disclose information on the Company, the disclosure of which may have adverse consequences for the Company, unless such divulgence is required (i) by a legal or regulatory provision applicable to sociétés anonymes or (ii) for the public benefit.

Art. 18. Auditors. The Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by one or several independent auditor(s).

The independent auditor(s) will be appointed by the board of directors which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate, which may not exceed six (6) years. They are eligible for re-appointment.

Chapter IV.- General Meeting of Shareholders

Art. 19. Powers of the General Meeting of Shareholders. The general meeting of shareholders shall have such powers as are vested with the general meeting of shareholders pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 20. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders will be held on the fifteenth of March of each year at 2 p.m.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 21. Other General Meetings. The Board of Directors or the statutory auditor(s) (if any) may convene general meetings of shareholders (in addition to the annual general meeting of shareholders). Such meetings must be convened if shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's capital so require.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 22. Notice of general meetings. Shareholders will meet upon issuance (including, if appropriate, its publication) of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 23. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder. The Board of Directors may determine any conditions that must be fulfilled in order for a shareholder to take part in a general meeting of shareholders.

Shareholders, participating in a general meeting of shareholders by visioconference or any other similar means of telecommunication allowing for their identification, shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy all technical requirements to enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

Art. 24. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman or by a person designated by the Board of Directors or, in their absence, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the bureau of the general meeting.

Art. 25. Adjournment. The Board of Directors may forthwith adjourn any general meeting of shareholders by four (4) weeks. The Board of Directors must adjourn a meeting if so required by shareholders representing at least twenty percent (20%) of the Company's issued capital.

Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto.

The adjourned general meeting of shareholders has the same agenda as the first one. Shares and proxies regularly deposited in view of the first meeting remain validly deposited for the second one.

Art. 26. Vote. An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

The shareholders are authorized to cast their vote by ballot papers («formulaires») expressed in the English language.

Any ballot paper ("formulaire") shall be delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post, by special courier service using an internationally recognised courier company at the registered office of the Company or by fax at the fax number of the registered office of the Company.

Any ballot paper ("formulaire") which does not bear any of the following indications is to be considered void and shall be disregarded for quorum purposes:

- name and registered office and / or residence of the relevant shareholder;
- total number of shares held by the relevant shareholder in the share capital of the Company and, if applicable, number of shares of each class held by the relevant shareholder in the share capital of the Company;
- agenda of the general meeting;
- indication by the relevant shareholder, with respect to each of the proposed resolutions, of the number of shares for which the relevant shareholder is abstaining, voting in favour of or against such proposed resolution; and
- name, title and signature of the duly authorized representative of the relevant shareholder.

Any ballot paper ("formulaire") shall be received by the Company no later than five (5) p.m. (Luxembourg time) on the day on which banks are generally open for business in Luxembourg immediately preceding the day of the general meeting of shareholders. Any ballot paper ("formulaire") received by the Company after such deadline shall be disregarded for quorum purposes.

A ballot paper ("formulaire") shall be deemed to have been received:

(a) if delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post or by special courier service using an internationally recognised courier company: at the time of delivery; or

(b) if delivered by fax: at the time recorded together with the fax number of the receiving fax machine on the transmission receipt.

At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the quorum shall be at least one half (1/2) of all the shares issued and outstanding. If the said quorum is not present at a first meeting, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. In order for the proposed resolutions to be adopted, and save as otherwise provided by the Laws, a two thirds (2/3rds) majority of the votes cast by the shareholders present or represented is required at any such general meeting.

Art. 27. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the members of the bureau present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

Chapter V.- Financial Year, Financial Statements, Distribution of Profits

Art. 28. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of October and ends on the last day of September of the following year.

Art. 29. Adoption of Financial Statements. The Board of Directors shall prepare, for approval by the shareholders, annual statutory and/or consolidated accounts in accordance with the requirements of the Laws and Luxembourg accounting practice.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the general meeting of shareholders for approval.

Art. 30. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits, will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium, to the shareholders, each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Board of Directors may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Board of Directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 31. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Board of Directors or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by a general meeting of shareholders, who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII.- Applicable Law

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the Contribution Proposal and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging companies pursuant to the law.

Subscription and Contribution

The Articles of Incorporation of the Company have thus been recorded by the notary and the Company's shares have been entirely subscribed and paid up by the Founding Shareholder by the Contribution.

Evidence of the Contribution has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 26 of the Law, in article 300 (2) and in article 308-bis 3 of the Law have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately five thousand euro (EUR 5,000.-).

Transitory Provisions

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of September of the year 2009.

Resolutions of the founding shareholder

First Resolution

The Founding Shareholder resolved to establish the registered office at 20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg-Hamm, Grand Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The Founding Shareholder resolved to set at four the number of members of the Board of Directors and further resolved to appoint the following for a period ending at the first annual general meeting of shareholders:

- Mr Laurent SAEUL, born on 28 December 1967 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, residing at 52, boulevard Jules Salentiny, L-2511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Class A director;
- Mr Werner AIGNER, born on 31 December 1968 in Munich, Germany, residing at 105, rue de Mamer, L-8081 Bertrange, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Class A director;
- Mr Stephan MOELANS, born on 17 October 1965 in Soest, Germany, residing at Kuntichsestraat 20D, B-3370 Bourtersem, Belgium, as Class B director
- Mr Vincent SIMONART, born on 22 March 1955 in Charleroi, Belgium, residing at 33, avenue des Chasseurs, B-1950 Kraainem, Belgium, as Class B director

Third resolution

The Founding Shareholder resolved to set at one (1) the number of auditors and further resolved to elect the following as auditor for a period ending at the first annual general meeting of shareholders:

- Deloitte & Touche Luxembourg S.A., with registered office at 21, rue Glesener, L-1631 Luxembourg, registered at the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 35.085.

The undersigned notary, who knows and speaks English, stated that on request of the appearing person, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same person(s) and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person(s), who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le trente et un mars.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg).

A comparu:

Siemens Enterprise Communications S.A., une société anonyme régie par les lois de Belgique, ayant son siège social à Guido Gezellestraat 121, 1654 Huizingen, enregistrée au Registre des Personnes Morales de Bruxelles sous le numéro 0882.831.147 (l'"Actionnaire Fondateur");

représenté par Maître Carolin Weirauch, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 9 mars 2009, laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

L'Actionnaire Fondateur a requis le notaire d'instrumenter ce qui suit:

I. L'Actionnaire Fondateur déclare constituer une société prenant la forme d'une société anonyme luxembourgeoise (la «Société») et entièrement payer et souscrire les actions de cette Société nouvellement constituée par un apport en nature à la Société consistant en l'apport d'une branche d'activités (l'«Apport de Branche d'Activités») consistant en tous actifs, passifs, droits, obligations et contrats assignés à Siemens Enterprise Communications S.A., Succursale, (la «Succursale») ayant son siège social au 20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg-Hamm (Grand-Duché du Luxembourg), enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119.388, étant la succursale luxembourgeoise de l'Actionnaire Fondateur (l'«Apport»).

II. L'Actionnaire Fondateur déclare que la valeur de l'Apport correspond à la valeur comptable des actifs nets de la Succursale qui correspondent au compte courant de la Succursale vis-à-vis sa maison mère. L'Actionnaire Fondateur déclare qu'un tel compte courant de la Succursale est reflété dans un bilan intérimaire daté du 30 septembre 2008 sous le point IX.F. «Autres Dettes». En conséquence, l'Actionnaire Fondateur évalue l'Apport à trois millions sept cent quatorze mille six cent soixante-sept euros (EUR 3.714.667).

III. L'Actionnaire Fondateur déclare soumettre l'Apport conformément aux dispositions de l'article 308 de la loi du 10 Août 1915 régissant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») aux articles 285 à 308 de la Loi, à l'exception de l'article 303 de la Loi. L'Actionnaire Fondateur déclare prendre acte et accepter que dans ce cas, l'Apport entraîne ipso jure la cession à la Société de tous les éléments d'actif et de passif de la Succursale et que en conséquence de l'Apport la Succursale sera dissoute sans liquidation.

IV. L'Actionnaire Fondateur déclare que, en conformité avec l'article 289 de la Loi, un projet d'Apport (le «Projet d'Apport») a été signé par les administrateurs de l'Actionnaire Fondateur le 13 février 2009, exécuté par acte notarié du notaire soussigné du 18 février 2009, publié au Mémorial C, numéro 411 du 25 février 2009.

Le projet d'apport a été également déposé au greffe du Tribunal de Commerce de Bruxelles en date du 16 février 2009.

V. L'Actionnaire Fondateur déclare, en conformité avec l'article 296 de la Loi, renoncer à l'application des articles 293, 294 paragraphes (1), (2) et (4) et de l'article 295 paragraphe (1) c), d) et e) de la Loi. L'Actionnaire Fondateur déclare de surcroît que, en conformité avec l'article 295 paragraphes (1) a) et b) de la Loi, ses actionnaires ont eu la possibilité d'examiner au moins un mois avant la date de ce présent acte au siège social de l'Actionnaire Fondateur le Projet d'Apport et les comptes annuels et les rapports des administrateurs relatifs à ces comptes pour les trois derniers exercices fiscaux.

VI. L'Actionnaire Fondateur déclare approuver le Projet d'Apport et réaliser l'Apport, souscrire entièrement les actions de la Société et réaliser l'Apport.

VII. L'Apport a été évalué dans un rapport dressé par BDO Compagnie Fiduciaire, réviseur d'entreprises, et signé par Monsieur Daniel CROISE, réviseur d'entreprises, le 30 mars 2009, dont les conclusions sont telles que suivent:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur des apports d'un montant de EUR 3.714.667 ne correspond pas au moins au nombre et au pair comptable des 3.714.667 actions à émettre en contrepartie.»

Ce rapport restera annexé au présent acte et sera déposé avec celui-ci auprès des autorités d'enregistrement.

VIII. Les statuts suivants ont ensuite été rédigés:

Chapitre I^{er} .- Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme. Dénomination. Il est formé par les présentes une société anonyme (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois») et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un actionnaire unique, propriétaire de la totalité des actions, ou plusieurs actionnaires.

La Société adopte la dénomination «Siemens Enterprise Communications S.A.»

Art. 2. Siège Social. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par une décision du Conseil d'Administration.

Dans l'hypothèse où le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le Conseil d'Administration.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet, lorsque la Société sera admise sur la liste officielle pertinente de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, d'agir en tant qu'opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier au sens de l'article 29(4) de la loi du 13 Juillet 2007 en tant que professionnel en charge du fonctionnement de systèmes informatiques autres que ceux permettant l'établissement des situations comptables et des états financiers et de réseaux de communication faisant partie du dispositif informatique et de communication propre d'établissements de crédit, professionnels du secteur financier, organisation de placement collectifs, fonds de pension, entreprises d'assurance ou entreprises de réassurance de droit luxembourgeois ou de droit étranger.

La Société pourra exercer dans:

a) la fabrication et la commercialisation de, le commerce en, l'importation et l'exportation de, l'installation, le montage, l'entretien, la réparation, la distribution et le stockage de produits industriels et autres, d'instruments de mesure et de contrôle, de machines dans le domaine de la télécommunication, de la gestion et de la transmission de données et des techniques apparentées, y compris le travail de développement et de recherche, la consultance et la prestation de services techniques et de développement de logiciels dans tous les secteurs précités; l'exploitation ou la gestion des réseaux de télécommunication pour ses propres besoins ou pour les besoins de tiers de l'accomplissement d'activités en qualité d'intégrateur de système;

b) la fabrication et la commercialisation de biens qui servent d'accessoires ou d'auxiliaires aux produits fabriqués et commercialisés;

c) la fourniture de services de gestion en relation avec les domaines de la télécommunication, la gestion et la transmission des données et les techniques liés et ce dans le sens le plus large des termes;

d) toutes les entreprises et transactions additionnelles ou liées.

La société pourra édifier toute installations et usines, vendre et acheter tous appareils en rapport avec son activité industrielle ou commerciale, acquérir, louer, échanger ou édifier tous biens meubles et immeubles, et exploiter tous droits de propriété intellectuelle et commerciale.

Elle pourra acquérir, céder ou exploiter tous brevets de licences.

Par ailleurs, la Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts pour toute modification des Statuts, et conformément à l'article 31 des Statuts, sans préjudice des dispositions impératives des Lois.

Chapitre II.- Capital, Actions

Art. 5. Capital Emis. Le capital émis de la Société est fixé à trois millions sept cent quatorze mille six cent soixante-sept euros (EUR 3,714,667) divisé en trois millions sept cent quatorze mille six cent soixante-sept (3,714,667) actions, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux actions sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les actions en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des actions que la Société a rachetées à ses actionnaires, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux actionnaires ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Actions. Chaque action donne droit à une voix.

Les actions seront nominatives ou au porteur, au choix des actionnaires, à l'exception des cas où les Lois exigent des actions nominatives.

Les actions sont librement cessibles.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-propriétaires d'actions, les créanciers gagistes et donneurs de gage sur actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Concernant les actions au porteur, la Société doit émettre aux actionnaires concernés des certificats d'actions au porteur dans les formes et avec les mentions imposées par les Lois. La Société peut émettre des certificats d'actions au porteur multiples.

La cession d'actions au porteur s'effectue par la seule remise des certificats d'actions au porteur.

Concernant les actions nominatives, un registre des actionnaires, qui pourra être consulté par tout actionnaire, sera tenu au siège social. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre et de la catégorie de ses actions (s'il y en a), l'indication des paiements effectués sur ces actions ainsi que les cessions des actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions nominatives résultera des inscriptions dans le registre des actionnaires. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires à leur demande. La Société peut émettre des certificats d'actions nominatives multiples.

Toute cession d'actions nominatives sera inscrite dans le registre des actionnaires par une déclaration de cession, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que conformément aux règles relatives aux cessions de créances définies à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

La propriété d'une action emporte de plein droit acceptation des Statuts et des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Capital Autorisé, Augmentation et Réduction du Capital Social.

7.1 Le capital autorisé de la Société est fixé à sept millions cinq cent mille euros (EUR 7,500,000) divisé en sept millions cinq cent mille (7,500,000) actions. Chaque action autorisée a une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté, dans les limites du capital autorisé, à (i) réaliser toute augmentation de capital émis en une ou plusieurs fois, à la suite, le cas échéant, de l'exercice de droits de souscription et/ou aux droits de conversion accordés par le Conseil d'Administration à concurrence du capital autorisé conformément aux termes et conditions des bons de souscription (qui peuvent être séparés ou attachés aux actions, obligations, billets à ordre ou instruments similaires), d'obligations convertibles, de billets à ordre ou instruments similaires émis de temps à autre par la Société, en émettant de nouvelles actions, avec ou sans prime d'émission, contre des apports en numéraire ou en nature, par conversion de créances de la Société, ou de toute autre manière; (ii) fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions de la souscription et de la libération des actions nouvelles; et (iii) supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cas d'une émission d'actions contre apport en numéraire. Cette autorisation est valable pendant une période se terminant cinq (5) ans après la publication de l'acte de constitution de la Société au Mémorial et peut être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à toute personne dûment autorisée, la fonction d'accepter des souscriptions et de recevoir paiement pour des actions représentant tout ou partie de l'émission d'actions nouvelles dans le cadre du capital autorisé.

A la suite de chaque augmentation du capital émis dans le cadre du capital autorisé, réalisée et constatée dans les formes prévues par les Lois, l'article 5 sera modifié afin de refléter l'augmentation du capital. Une telle modification sera constatée sous forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne dûment autorisée et mandatée à cet effet par le Conseil d'Administration.

7.2 Le capital émis et/ou autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Les nouvelles actions à souscrire par apport en numéraire seront offertes par préférence aux actionnaires existants proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent. Le Conseil d'Administration fixera le délai pendant lequel le droit préférentiel de souscription devra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours.

Par dérogation à ce que est dit ci-dessus, l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts, peut limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription.

Art. 8. Rachat d'actions. La Société peut racheter ses propres actions. L'acquisition et la détention de ses propres actions s'effectuera conformément aux conditions et dans les limites fixées par les Lois.

Chapitre III.- Conseil d'administration, Commissaires aux Comptes

Art. 9. Gestion. La Société est gérée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, lesquels n'auront pas besoin d'être actionnaires (le «Conseil d'Administration»). Si et aussi longtemps que la Société ne comptera qu'un (1) actionnaire, le Conseil d'Administration pourra être composé d'un (1) seul membre.

Les membres du Conseil d'Administration seront élus par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne pourra excéder six (6) ans. Ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision adoptée par l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires pourra décider de qualifier les membres désignés du Conseil d'Administration comme administrateur de catégorie A (les «Administrateurs de Catégorie A») ou administrateur de catégorie B (les «Administrateurs de Catégorie B»).

En cas de vacance d'un poste au Conseil d'Administration, les membres restants du Conseil d'Administration peuvent élire par cooptation un nouvel administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui devra ratifier cette cooptation ou élire un nouveau membre du Conseil d'Administration.

Les actionnaires ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois à l'assemblée générale des actionnaires ou au(x) commissaires(s) aux comptes relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes ou comités de son choix.

Le Conseil d'Administration peut également déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de son choix.

La rémunération et les autres avantages accordés au(x) personne(s) auxquelles la gestion journalière de la Société a été confiée devront être rapportés annuellement par le Conseil d'Administration à l'assemblée générale des actionnaires.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de l'Administrateur unique ou par la signature conjointe de deux (2) membres du Conseil d'Administration.

Toutefois, si les actionnaires ont qualifié les Administrateurs de Catégorie A ou d'Administrateurs de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe de deux Administrateurs de Catégorie A ou par la signature conjointe d'un Administrateur de Catégorie A et d'un Administrateur de Catégorie B.

La Société sera également engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière de la Société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même membre du Conseil d'Administration et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration (le «Secrétaire»).

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil d'Administration doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil d'Administration, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil d'Administration. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil d'Administration.

Les réunions du Conseil d'Administration se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil d'Administration pourra déterminer de temps à autre.

Tout membre du Conseil d'Administration pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre membre du Conseil d'Administration comme son mandataire. Tout membre du Conseil d'Administration pourra représenter un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer que si au moins la moitié (1/2) des membres du Conseil d'Administration en fonction est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres du Conseil d'Administration présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion. Le Conseil d'Administration pourra déterminer toute autre règle concernant ce qui précède dans son règlement intérieur.

Une décision écrite, signée par tous les membres du Conseil d'Administration, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration.

Art. 13. Résolutions du Conseil d'Administration. Les résolutions des Administrateurs doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites adoptées par les Administrateurs aussi bien que les procès-verbaux de l'assemblée générale des actionnaires, destinés à être produit en justice ou ailleurs, pourront être signés par l'Administrateur unique ou par deux (2) Administrateurs agissant conjointement.

Les résolutions adoptées par l'Administrateur unique seront consignées par écrit et signées par l'Administrateur unique.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires, les membres du Conseil d'Administration peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un membre du Conseil d'Administration de la Société a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, celui-ci devra en aviser le Conseil d'Administration et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote au sujet d'une telle transaction.

Cette transaction ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur devront être portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires dans un rapport spécial et au plus tard avant tout vote ou toute autre décision.

Si le Conseil d'Administration comprend un membre unique, il suffit qu'il soit fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un membre du Conseil d'Administration ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est administrateur, associé, membre, actionnaire, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée, de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas, en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Administrateurs - Indemnisation. Les membres du Conseil d'Administration n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les membres du Conseil d'Administration sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemniserà tout membre du Conseil d'Administration, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur, de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Confidentialité. Même après la cessation de leur mandat ou fonction, tout membre du Conseil d'Administration, de même que toute personne invitée à participer à une réunion du Conseil d'Administration, ne devra pas dévoiler des informations sur la Société dont la divulgation pourrait avoir des conséquences défavorables pour celle-ci, à moins que cette révélation ne soit exigée par (i) une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou (ii) l'intérêt du public.

Art. 18. Commissaires aux Comptes. Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises indépendant(s).

Le(s) réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) seront nommés par le conseil d'administration, qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six (6) ans.

Chapitre IV.- Assemblée Générale des Actionnaires

Art. 19. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par les Statuts et les Lois. L'actionnaire unique exerce les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Art. 20. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le quinze mars de chaque année à 14 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 21. Autres Assemblées Générales. Le Conseil d'Administration ou le(s) commissaire(s) aux comptes (s'il y en a) peuvent convoquer des assemblées générales d'actionnaires (en plus de l'assemblée générale annuelle des actionnaires). De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société le demandent.

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendront au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché du Luxembourg et pourront se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par le Conseil d'Administration, le requièrent.

Art. 22. Convocation des Assemblées Générales. Les actionnaires se réuniront après envoi (y compris, si nécessaire, publication) d'une convocation conformément aux Statuts ou aux Lois.

La convocation envoyée aux actionnaires indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des actionnaires. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'actionnaires doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 23. Présence - Représentation. Tous les actionnaires sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale d'actionnaires.

Un actionnaire peut prendre part à toute assemblée générale des actionnaires en désignant par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a besoin d'être lui-même actionnaire. Le Conseil d'Administration peut déterminer toute autre condition qui devra être remplie en vue de la participation d'un actionnaire aux assemblées générales des actionnaires.

Les actionnaires participant à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou toute autre méthode de télécommunication similaire permettant leur identification, seront considérés comme présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Ces méthodes de télécommunication doivent satisfaire à toutes les exigences techniques afin de permettre la participation effective à l'assemblée et les délibérations de l'assemblée doivent être retransmises de manière continue.

Art. 24. Procédure. Toute assemblée générale des actionnaires est présidée par le Président ou par une personne désignée par le Conseil d'Administration ou, en leur absence, par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Président de l'assemblée générale des actionnaires désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des actionnaires élit un (1) scrutateur parmi les actionnaires participant à l'assemblée générale des actionnaires.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 25. Prorogation. Le Conseil d'Administration peut proroger séance tenante toute assemblée générale des actionnaires à quatre (4) semaines. Le Conseil d'Administration doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital émis de la Société.

Cette prorogation annule automatiquement toute décision déjà adoptée.

L'assemblée générale des actionnaires prorogée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les actions et les procurations déposées régulièrement en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième assemblée.

Art. 26. Vote. Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre des actions pour lesquelles ils votent est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats de l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Le vote se fait à main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des actionnaires décide d'adopter une autre procédure de vote.

Les actionnaires sont autorisés à exprimer leurs votes au moyen de formulaires rédigés en langue anglaise.

Tout formulaire devra être remis en main propre contre décharge, ou envoyé par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue, au siège social de la Société ou adressé par fax au numéro de fax du siège social de la Société.

Tout formulaire de vote qui ne comporte pas l'une des mentions ou indications suivantes doit être considéré comme nul et ne sera pas pris en compte pour le calcul du quorum:

- nom et siège social et/ou résidence de l'actionnaire concerné;
- nombre total d'actions détenues par l'actionnaire concerné dans le capital social de la Société et, si nécessaire, le nombre d'actions de chaque catégorie détenu par l'actionnaire concerné dans le capital social de la Société;
- ordre du jour de l'assemblée générale;
- indication par l'actionnaire concerné, pour chacune des résolutions proposées, du nombre d'actions pour lesquelles l'actionnaire concerné s'abstient, vote en faveur ou contre la résolution proposée; et
- nom, titre et signature du représentant dûment autorisé de l'actionnaire concerné.

Tout formulaire devra être reçu par la Société au plus tard à dix-sept (17) heures, heure de Luxembourg, le jour ouvrable à Luxembourg précédant immédiatement le jour de l'assemblée générale des actionnaires. Tout formulaire reçu par la Société après cette date limite ne sera pas pris en compte pour le calcul du quorum.

Un formulaire sera considéré comme ayant été reçu:

(a) s'il a été remis en main propre contre décharge, par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue; à l'heure de la remise;

ou

(b) s'il a été délivré par fax, à l'heure indiquée avec le numéro de fax sur le rapport de transmission de l'appareil ayant reçu le fax.

Lors de toute assemblée générale des actionnaires autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre d'actions représentées.

Lors de toute assemblée générale des actionnaires, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) de toutes les actions émises. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée pourra être convoquée à laquelle aucun quorum ne sera requis. Afin d'adopter les résolutions proposées, et sauf disposition contraire des Lois, une majorité des deux tiers (2/3) des votes exprimés par les actionnaires présents ou représentés est exigée à cette assemblée générale.

Art. 27. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires sont signés par les membres du bureau et peuvent être signés par tous les actionnaires ou mandataires d'actionnaires qui en font la demande.

Chapitre V. - Exercice Social, Comptes Annuels, Distribution des Bénéfices

Art. 28. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le premier jour de mois d'octobre et s'achève le dernier jour du mois de septembre de l'année suivante.

Art. 29. Approbation des Comptes Annuels. Le Conseil d'Administration prépare les comptes annuels et/ou les comptes consolidés, pour approbation par les actionnaires, conformément aux dispositions des Lois et à la pratique comptable luxembourgeoise.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis à l'assemblée générale des actionnaires pour approbation.

Art. 30. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale») conformément à la loi. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux actionnaires, chaque action donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, le Conseil d'Administration peut procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux actionnaires. Le Conseil d'Administration déterminera le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 31. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles fixées par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par le Conseil d'Administration ou par toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale), nommée par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) actionnaire(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII.- Loi Applicable

Art. 32. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, et en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ont ainsi été enregistrés par le notaire, les actions de la Société ont été entièrement souscrites et la valeur nominale de ces actions a été entièrement payé par l'Actionnaire Fondateur au moyen de l'Apport.

Preuve de l'Apport a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 26 de la Loi, de l'article 300 (2) et de l'article 308-bis de la Loi ont été observées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ cinq mille euros (EUR 5.000,-).

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de septembre de l'année 2009.

Résolutions de l'actionnaire fondateur

Première Résolution

L'Actionnaire Fondateur a décidé d'établir le siège social au 20, rue de Peupliers, L-2328 Luxembourg Hamm, Grand-Duché du Luxembourg.

Deuxième Résolution

L'Actionnaire Fondateur a décidé de fixer à quatre le nombre des membres du Conseil d'Administration et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes pour une période prenant fin lors de la première assemblée générale annuelle des actionnaires:

- Mr Laurent SAEUL, né le 28 décembre 1967 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, résident à 52, boulevard Jules Salentiny, L-2511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme administrateur de catégorie A;
- Mr Werner AIGNER, né le 31 décembre 1968 à Munich, Germany, résident à 105, rue de Mamer, L-8081 Bertrange, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme administrateur de catégorie A;
- Mr Stephan MOELANS, né le 17 octobre 1965 à Soest, Allemagne, résident à Kuntichsestraat 20D, B-3370 Bourtersem, Belgique, comme administrateur de catégorie B;
- Mr Vincent SIMONART, né le 22 mars 1955 à Charleroi, Belgique, résident à 33, avenue des Chasseurs, B-1950 Kraainem, Belgique, comme administrateur de catégorie B;

Troisième Résolution

L'Actionnaire Fondateur a décidé de fixer à un (1) le nombre des commissaires aux comptes et a décidé de plus de nommer la personne suivante comme commissaire aux comptes pour une période prenant fin lors de la première assemblée générale annuelle des actionnaires:

- Deloitte & Touche Luxembourg S.A., ayant son siège social au 21, rue Glesener, L-1631 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B35.085

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande des comparants, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: C. Weirauch, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 2 avril 2009, Relation: LAC/2009/12907. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 avril 2009.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2009046254/220/904.

(090053243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Solidas 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 145.617.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendneun, den zwanzigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Joëlle Baden, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

SGG S.A., eine société anonyme (Aktiengesellschaft) nach luxemburger Recht mit Geschäftssitz in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxemburg eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 65.906,

rechtmäßig vertreten durch Herrn Christoph Kossmann, Generalsekretär des Verwaltungsrates der "SGG S.A.", wohnhaft in Remich,

gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 20. März 2009.

Die Vollmacht wird nach ne varietur Unterzeichnung durch den Vertreter der Erschienenen und den unterzeichnenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenene ersucht den unterzeichnenden Notar, die Satzung einer Aktiengesellschaft, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden.

A. Name - Sitz - Dauer - Zweck

Art. 1. Es besteht eine Aktiengesellschaft, welche die Bezeichnung "Solidas 2 S.A." (die "Gesellschaft") führt.

Art. 2. Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Zeit errichtet.

Art. 3. Der Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstige Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ferner Gesellschaften und sonstigen Personen, welche der gleichen Gruppe angehören wie die Gesellschaft, Garantien geben, Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen, soweit diese im Gesellschaftsinteresse sind.

Die Gesellschaft kann für sich selbst oder für Dritte alle Tätigkeiten vornehmen, die ihr zur Erreichung ihrer Zwecke förderlich erscheinen oder direkt oder indirekt mit diesen in Verbindung stehen.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt. Die Verlegung des Sitzes der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde erfolgt durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können auch jederzeit Tochtergesellschaften, Zweigniederlassungen oder Geschäftsstellen, sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland, gegründet werden.

B. Kapital - Aktien

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einhunderttausend Euro (EUR 100.000) und ist in zehn Millionen (10.000.000) Aktien mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01) eingeteilt.

Das genehmigte Aktienkapital, inklusive des gezeichneten Kapitals, beträgt eine Million Euro (EUR 1.000.000) und ist in hundert Millionen (100.000.000) Aktien mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01) pro Aktie eingeteilt. Während einer Dauer von fünf (5) Jahren ab Veröffentlichung dieser Satzung ist der Verwaltungsrat ermächtigt, Aktien auszugeben oder Optionen zur Zeichnung von Aktien zu erteilen, zugunsten solcher Personen und zu solchen Bedingungen wie dies der Verwaltungsrat für geeignet hält. Der Verwaltungsrat ist in diesem Zusammenhang insbesondere berechtigt, neue Aktien auszugeben, ohne dabei den bisherigen Aktionären Vorzugsrechte einzuräumen.

Das gezeichnete und das genehmigte Aktienkapital der Gesellschaft können durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, entsprechend den gesetzlichen Erfordernissen für Satzungsänderungen, erhöht oder herabgesetzt werden. Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und nach den darin festgelegten Bedingungen eigene Aktien erwerben.

Art. 6. Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben. Der Tod oder die Auflösung des alleinigen Aktionärs (oder von einem anderen Aktionär) führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

Art. 7. Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

Am Gesellschaftssitz wird ein Register der Aktionäre geführt, welches jedem Aktionär zur Einsicht offen steht. Dieses Register enthält alle Angaben, welche von Artikel 39 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, wie abgeändert, vorgesehen sind. Das Eigentum an Namensaktien wird durch die Eintragung in dieses Register festgestellt.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an; sollte das Eigentum an den Aktien in mehreren Händen liegen oder aufgeteilt sein, müssen diejenigen, die ein Recht an diesen Aktien geltend machen, einen gemeinsamen Treuhänder oder Bevollmächtigten ernennen, um die aus den Aktien resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte bezüglich solcher Aktien aussetzen, solange nicht eine einzige Person zum Besitzer der Aktien im Verhältnis zur Gesellschaft benannt worden ist. Der Treuhänder gilt gegenüber der Gesellschaft als rechtlicher Eigentümer der Aktien.

Die Übertragung der Aktien bedarf der Zustimmung der Gesellschaft, für deren Erteilung der Verwaltungsrat aufgrund einstimmiger Entscheidung zuständig ist.

C. Generalversammlung der Aktionäre

Art. 8. Die ordnungsgemäß gebildete Generalversammlung der Aktionäre vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat jegliche Befugnis zur Anordnung, Ausführung oder Ratifizierung aller Handlungen im Hinblick auf die Geschäfte der Gesellschaft. Wenn die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, übt dieser die Rechte der Generalversammlung aus.

Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen.

Sie muss auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens zehn Prozent (10%) des Kapitals vertreten, einberufen werden. Aktionäre, die wenigstens zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft vertreten, können einen oder mehrere Punkte der Tagesordnung hinzufügen. Eine solche Anfrage muss wenigstens fünf (5) Tage vor der Versammlung per Einschreibebrief an den Sitz der Gesellschaft gesendet werden.

Art. 9. Die jährliche Generalversammlung findet am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen, in der Einladung bestimmten Ort innerhalb der Gemeinde Luxemburgs jeweils um 14.00 Uhr am 15. Tag des Monats Juni eines jeden Jahres oder, wenn dieser Tag auf einen Feiertag fällt, am nächsten darauf folgenden Werktag statt. Andere Generalversammlungen können an den in den Einberufungsschreiben bestimmten Zeitpunkten und Orten einberufen werden. Die Einberufungsschreiben sowie die Leitung der Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft werden von den gesetzlich erforderlichen Anwesenheitsquoten und Fristen geregelt, sofern diese Satzung keine anderweitigen Bestimmungen trifft.

Aktionäre können an der Versammlung durch Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Die Kommunikationsmittel müssen allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlauben, sich durchgehend untereinander zu hören, sowie effektiv an der Sitzung teilzunehmen.

Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder Aktionär kann sich auf der Generalversammlung durch einen schriftlich, per Faksimileübertragung oder durch jede andere Kommunikationsform (eine Kopie ist ausreichend) bevollmächtigten Dritten vertreten lassen.

Jeder Aktionär kann durch Wahlformulare wählen, die per Post oder per Faksimileübertragung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere im Einberufungsschreiben angegebene Adresse zu senden sind. Die Aktionäre können dabei die von der Gesellschaft ausgestellten Wahlformulare benutzen, die zumindest den Ort, das Datum, die Uhrzeit, die Tagesordnung und den der Versammlung zum Beschluss vorgelegten Vorschlag enthalten. Für jeden Vorschlag soll das Wahlformular drei Felder enthalten, die es dem Aktionär erlauben, durch Ankreuzen des jeweiligen Feldes für oder gegen den Vorschlag zu stimmen, beziehungsweise sich der Stimme zu enthalten.

Wahlformulare, die weder eine Stimmabgabe für den Vorschlag, gegen den Vorschlag, noch eine Stimmenthaltung enthalten, sind ungültig. Die Gesellschaft nimmt nur Wahlformulare an, die sie vor der Versammlung erhalten hat, auf die sich das betreffende Wahlformular bezieht.

Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung werden durch die einfache Mehrheit der gültigen Stimmen gefasst, mit Ausnahme von Beschlüssen, die eine Abänderung der Satzung mit sich bringen und durch eine Mehrheit von zwei Drittel der gültigen Stimmen gefasst werden.

Sind alle Aktionäre in einer Generalversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, die Tagesordnung zu kennen, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

D. Verwaltungsrat

Art. 10. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, welcher aus mindestens drei (3) Mitgliedern bestehen muss (die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen). Falls die Gesellschaft jedoch durch einen einzigen Aktionär gegründet wird oder falls in einer Generalversammlung festgestellt wird, dass ein Aktionär sämtliche Aktien der Gesellschaft hält, kann die Gesellschaft durch ein einziges Verwaltungsratsmitglied geführt werden; dies gilt bis zu dem Zeitpunkt der jährlichen Generalversammlung, die stattfindet, nachdem die Gesellschaft festgestellt hat, dass ihre Aktien durch mehr als einen Aktionär gehalten werden. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von der Generalversammlung der Aktionäre gewählt; ihre Anzahl, Bezüge und die Dauer ihres Mandates werden von der Generalversammlung festgesetzt. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden für die Dauer eines Mandates, welches sechs Jahre nicht überschreiten darf, und welches grundsätzlich mit der Bestellung des Nachfolgers endet, gewählt. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können mehrmals hintereinander gewählt werden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden durch die einfache Mehrheit der gültigen Stimmen der Aktionäre gewählt. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann zu jeder Zeit ohne Grund durch die einfache Mehrheit der gültigen Stimmen der Generalversammlung abberufen werden.

Für den Fall, dass eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglieder ernannt wird, muss diese juristische Person einen ständigen Vertreter ernennen, der das Mandat im Namen und im Auftrag der juristischen Person durchführt. Die juristische Person darf ihren ständigen Vertreter nur dann widerrufen, wenn sie zur gleichen Zeit einen Nachfolger ernennt.

Wird die Stelle eines Mitgliedes des Verwaltungsrates durch Tod, Rücktritt oder aus einem sonstigen Grund frei, so kann das freigewordene Amt gemäß den gesetzlichen Bestimmungen vorläufig bis zur nächsten Generalversammlung besetzt werden.

Art. 11. Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und hat auch die Möglichkeit, einen stellvertretenden Vorsitzenden zu bestellen. Er kann auch einen Sekretär bestellen, welcher nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und welcher für die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates verantwortlich ist.

Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder an dem in dem Einberufungsschreiben bestimmten Ort einberufen.

Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Sitzung des Verwaltungsrates; in seiner Abwesenheit kann der Verwaltungsrat mit Mehrheit der Anwesenden ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates ernennen, um den Vorsitz dieser Sitzungen zeitweilig zu führen.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält wenigstens vierundzwanzig Stunden (24) vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung per Faksimileübertragung oder per elektronische Post (ohne elektronische Unterschrift) ein Einberufungsschreiben, außer im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Bei einer schriftlichen, durch Faksimileübertragung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel (eine Kopie ist ausreichend) gegebenen Einwilligung eines jeden Mitgliedes des Verwaltungsrates kann auf das Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen des Verwaltungsrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, welche von einem vorherigen Beschluss des Verwaltungsrates festgesetzt wurden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in der Sitzung des Verwaltungsrates aufgrund einer schriftlich, durch Faksimileübertragung oder durch andere Kommunikationsmittel (eine Kopie ist ausreichend) erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere andere Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann durch eine telefonische Konferenzschaltung oder Videokonferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, jeder Teilnehmer an der Sitzung kann alle Anderen verstehen. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Eine mit derartigen Kommunikationsmitteln durchgeführte Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft durchgeführt angesehen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse werden nur durch die Mehrheit der Mitglieder des Verwaltungsrates gefasst. Wenn dem Verwaltungsrat eine gerade Anzahl an Mitgliedern angehört, steht dem Vorsitzenden bei Stimmgleichheit eine entscheidende Stimme zu.

Einstimmige Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrerer schriftlicher, durch Faksimileübertragung oder andere Kommunikationsmittel (eine Kopie ist ausreichend) belegter Unterlagen gefasst werden; die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das als Nachweis der Beschlussfassung gilt.

Art. 12. Die Protokolle aller Sitzungen des Verwaltungsrates werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 13. Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, welche im Interesse der Gesellschaft sind. Der Verwaltungsrat hat sämtliche Befugnisse, welche durch das Gesetz oder durch diese Satzung nicht ausdrücklich der Generalversammlung vorbehalten sind.

Die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber können gemäß Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, wie abgeändert, auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates, leitende Angestellte, Geschäftsführer oder sonstige Vertretungsberechtigte, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen, und alleinzeichnungsberechtigt sein können, übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und sonstigen Befugnisse werden durch Beschluss des Verwaltungsrates geregelt.

Ferner kann die Gesellschaft einzelne Aufgaben der Geschäftsführung durch privatschriftliche oder beglaubigte Vollmacht übertragen.

Art. 14. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch Einzelunterschrift jeder entsprechend vom Verwaltungsrat bevollmächtigten Person(en) verpflichtet.

E. Aufsicht der Gesellschaft

Art. 15. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Rechnungskommissaren (commissaire(s)) welche (r) von der Generalversammlung der Aktionäre bestellt wird (werden).

F. Geschäftsjahr - Bilanz

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Es werden jährlich wenigstens fünf Prozent (5%) des Reingewinnes der Gesellschaft vorab den gesetzlichen Rücklagen zugeführt bis diese zehn Prozent (10%) des in Artikel 5 dieser Satzung vorgesehenen Gesellschaftskapitals, wie gemäß Artikel 5 erhöht oder herabgesetzt, betragen.

Die Generalversammlung der Aktionäre bestimmt auf Vorschlag des Verwaltungsrates über die Verwendung des restlichen Betrages des Reingewinns.

Die Generalversammlung kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Vorschussdividenden ausschütten.

G. Auflösung der Gesellschaft

Art. 18. Wird die Gesellschaft durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst, so wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, welche natürliche oder juristische Personen sein können, durchgeführt. Die Generalversammlung ernennt diese Liquidatoren und setzt ihre Befugnisse und Vergütung fest.

H. Satzungsänderung

Art. 19. Die gegenwärtige Satzung kann von einer Generalversammlung der Aktionäre geändert werden, unter Beachtung der Bedingungen gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes vom 10. August 1915 bestimmend betreffend die Handelsgesellschaften, wie abgeändert.

I. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht - Sprache

Art. 20. Für sämtliche Fragen, welche nicht durch diese Satzung geregelt sind, gilt das Gesetz vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, wie abgeändert.

Art. 21. Die gegenwärtige Satzung ist in deutscher Sprache verfasst, gefolgt von einer Übersetzung in englischer Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text ist die deutsche Fassung maßgebend.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2009.
- 2) Die erste jährliche Generalversammlung wird im Kalenderjahr 2010 stattfinden.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

SGG S.A., vorgenannt, rechtmäßig vertreten durch Herrn Christoph Kossmann, vorgenannt, zeichnet alle zehn Millionen (10.000.000) neu ausgegebenen Aktien für einen Gesamtpreis von einhunderttausend Euro (EUR 100.000).

Alle Aktien werden voll in bar eingezahlt; demgemäß verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von einhunderttausend Euro (EUR 100.000) wie dies dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, wie abgeändert, erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr zweitausendfünfhundert Euro (EUR 2.500).

Beschlüsse des alleinigen Aktionärs

Sodann hat der Erschienene, welcher das gesamte Kapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt.
2. Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
 - Christoph Freiherr von Oppenheim (Vorsitzender), Mitglied des Aktionärs-Pools der Bank Sal. Oppenheim jr. & Cie. S.C.A., geboren am 25. September 1965 in Köln, Deutschland, geschäftsansässig in 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg,
 - Simon Freiherr von Oppenheim, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 21. September 1970 in Rom, Italien, geschäftsansässig in 412F, route d'Esch, L-2086,
 - Christoph Peter Marx, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 06. August 1961 in Hamburg, Deutschland, geschäftsansässig in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.
3. Die Adresse der Gesellschaft lautet: 412F, route d'Esch, L-2086 Luxemburg.
4. Die Zahl der Rechnungskommissare wird auf einen (1) festgelegt.
Zum Rechnungskommissar wird bestellt:
Treuhand- und Revisions- Aktiengesellschaft Niederrhein, Uerdinger Straße 267, D-47800 Krefeld, eingetragen im Handelsregister beim Amtsgericht Krefeld unter der Nummer HRB Nr.9.
5. Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Rechnungskommissars enden mit der Generalversammlung, die über die Konten für das Geschäftsjahr 2010 entscheidet oder zu dem von der Generalversammlung beschlossenen Zeitpunkt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, 4, rue Jean Monnet, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen des Bevollmächtigten der vorgenannten Partei diese Urkunde in deutscher Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in englischer Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text ist die deutsche Fassung maßgebend.

Und nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der vorgenannten Partei, hat dieser mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Follows the English translation of the German text:

In the year two thousand and nine, on the twentieth of March.

Before the undersigned Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

SGG S.A., a société anonyme, with registered office in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 65.906,

duly represented by Mr Christoph Kossmann, Generalsekretär des Verwaltungsrates der "SGG S.A.", wohnhaft in Remich,

by virtue of a proxy under privat seal given in Luxembourg, on 20 March 2009.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing party requests the undersigned notary to record the following articles of incorporation of a société anonyme which it declares organised as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. There exists a société anonyme under the name of "Solidas 2 S.A." (the "Company").

Art. 2. The company is established for an unlimited duration.

Art. 3. The purpose of the Company is the holding of interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further provide companies and any other persons, which form part of the same group of companies as the Company, with guarantees, grant loans or otherwise assist the companies, provided that they are in the corporate interest of the Company.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 4. The registered office of the company is established in Luxembourg-City. Within the same municipality, the registered office of the company may be transferred by resolution of the board of directors. Subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

B. Share capital - Shares

Art. 5. The share capital is set at one hundred thousand euro (EUR 100,000) consisting of ten million (10,000,000) shares having a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each.

The authorised capital, including the issued share capital, is fixed at one million euro (EUR 1,000,000.-) consisting of one hundred million (100,000,000) shares having a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) per share. During a period of five years, from the date of the publication of the authorisation granted to the board to issue such shares, the directors be and are hereby authorised to issue shares and to grant options to subscribe for shares, to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued.

The subscribed capital and the authorised capital of the company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association. The company may, to the extent and under terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 6. The Company may have one or several shareholders. The death or the dissolution of the sole shareholder (or any other shareholder) shall not lead to the dissolution of the company.

Art. 7. The shares of the company are in registered form.

A shareholders' register will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended. Ownership of registered shares will be established by inscription in said register.

The company will recognize only one holder per share; in case the shares are held by more than one person, the persons claiming ownership of the shares will have to appoint one sole fiduciary agent or proxy to represent the shares in relation to the company. The company has the right to suspend the exercise of all rights attached to those shares until one person has been designated as the sole owner in relation to the company. The fiduciary agent is considered towards the Company as the legal owner of the shares.

The transfer of the shares requires the agreement of the Company and the board of directors is by virtue of an unanimous decision, responsible of their issuance.

C. General meetings of shareholders

Art. 8. Any regularly constituted meeting of shareholders of the company shall represent the entire body of shareholders of the company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company. If the company has only one single shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors.

It must be convened following the request of shareholders representing at least ten per cent (10%) of the company's share capital. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be addressed to the company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the meeting.

Art. 9. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, respectively each year on the 15 of

the month of June at 2.00 p.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. The quorum and time-limits provided by law shall govern the convening notices and the conduct of the meetings of shareholders of the company, unless otherwise provided herein.

Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the computation of the quorums and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The company will only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed with a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the articles of association, in which case the resolution will be passed with a majority of the two thirds of the votes validly cast.

If all the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

D. Board of directors

Art. 10. The company shall be managed by a board of directors consisting of three (3) members at least (who need not be shareholders of the company). However, if the company is incorporated by one single shareholder or if it is noted at a shareholders' meeting that all the shares issued by the company are held by one single shareholder, the company may be managed by one single director until the first annual shareholders' meeting following the moment where the company has noted that its shares are held by more than one shareholder. The directors shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected. Directors may be re-elected for successive terms.

The directors are elected by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast. Any director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

If a legal entity is appointed as director of the company, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis until the next general meeting of shareholders, by observing the applicable legal provisions.

Art. 11. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, by facsimile or by electronic mail (without electronic signature), except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient. A director may represent one or more of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference-call or video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting

by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the company.

The board of directors can deliberate or act validly only if half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken only with the approval of a majority of the directors present or represented at the meeting. In case the board of directors is composed of an even number of directors, the chairman will have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 12. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, or by two directors.

Art. 13. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these articles to the general meeting of shareholders fall within the powers of the board of directors.

In accordance with article 60 of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, the daily management of the company, as well as the representation of the company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, shareholder or not, acting alone or jointly. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

The company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 14. The company will be bound by the joint signature of any two directors or by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.

E. Supervision of the company

Art. 15. The operations of the company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s)) which shall be appointed by the general meeting of shareholders.

F. Financial year - Profits

Art. 16. The accounting year of the company shall begin on 1 January of each year and shall terminate on 31 December of the same year.

Art. 17. From the annual net profits of the company, five per cent (5%) shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the company, as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed by the board of directors by observing the terms and conditions provided for by law.

G. Liquidation

Art. 18. In the event of dissolution of the company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

H. Amendment of the articles of incorporation

Art. 19. These articles of incorporation may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted under the conditions provided for in article 67-1 of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

I. Final clause - Applicable law - Language

Art. 20. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Art. 21. The present articles of incorporation are worded in German followed by a English version. In case of divergence between the German and the English text, the German version shall prevail.

Transitional provisions

1) The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the company and shall terminate on 31 December 2009.

2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2010.

Subscription and Payment

SGG S.A., prenamed, duly represented by Mr Christoph Kossmann, pre-named, subscribes all ten million (10,000,000) newly issued shares for a total price of one hundred thousand euro (EUR 100,000).

All the shares have been entirely paid-in, so that the amount of one hundred thousand euro (EUR 100,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of 10 August 1915, governing commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration's or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand five hundred euro (EUR 2,500).

Resolutions of the sole shareholder

Then, the sole shareholder, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The number of directors is fixed at three (3).

2. The following persons are appointed as directors of the Company:

- Christoph Freiherr von Oppenheim (chairman), member of the Aktionärs-Pools der Bank Sal. Oppenheim jr. & Cie. S.C.A., born on 25 September 1965 in Cologne, Germany, professionally residing in 4, rue Jean Monnet, L- 2180 Luxembourg,

- Simon Freiherr von Oppenheim, director, born on 21 September 1970 in Rome, Italy, professionally residing in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

- Christoph Peter Marx, director, born on 6 August 1961 in Hamburg, Germany, professionally residing in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

3. The registered address of the company is set at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

4. The number of the statutory auditors is set at one (1). Treuhand- und Revisions- Aktiengesellschaft Niederrhein, Uerdinger Straße 267, D-47800 Krefeld, Krefeld, registered with the Trade and Companies' Register of Krefeld under number HRB Nr.9., is appointed as statutory auditor.

5. The term of office of the directors and of the statutory auditor shall end at the general meeting called to approve the accounts of the accounting year 2010 or at any time prior to such time as the general meeting of shareholders may determine.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing party, this deed is worded in German followed by a English translation; on the request of the same proxy holder and in case of divergences between the German and the English texts, the German version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Luxembourg, 4, rue Jean Monnet, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the said proxy holder signed together with the notary, this original deed.

Gezeichnet: C. KOSSMANN und J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A. C., le 26 mars 2009. LAC / 2009 / 11646. Reçu soixante-quinze euros € 75,-.

Le Receveur (signé): SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 8. April 2009.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2009046223/7241/448.

(090053316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Pentagon Co-ownership A S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.395,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 123.571.

In the year two thousand and nine, on the thirty-first of March.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Mr Eamonn DUIGNAN, businessman, residing at Hayes House, Hayes, Country Meath, Ireland, hereby represented by Mrs Corinne PETIT, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Navan (Ireland) on February 10th, 2009;

AND

2. Mr John Charles McCARTHY, businessman, residing at Ardmulchan, Boyne Road, Navan, Country Meath, Ireland, hereby represented by Mrs Corinne PETIT, prenamed, by virtue of a power of attorney, given in Navan (Ireland) on February 10th, 2009,

(the Shareholders).

Which proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Shareholders, in the capacity in which they act, have requested the undersigned notary to act that they represent the entire share capital of Pentagon Co-ownership A S.à r.l. (the Company), established under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 123.571, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, then residing in Remich, dated December 21st, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 388 of March 16th, 2007 (the Articles). The Articles of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated December 5th, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 278 of February 2nd, 2008.

The Shareholders acknowledge that the present extraordinary general meeting is regularly constituted and that it may validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Decision to increase the share capital of the Company from its current amount of ten thousand six hundred eighty-seven Great British Pounds (GBP 10,687.-) by an amount of one thousand seven hundred and eight Great British Pounds (GBP 1,708.-) to an amount of twelve thousand three hundred and ninety-five Great British Pounds (GBP 12,395.-) without issuance of any new share;

2. Subsequent amendment of article 4 of the articles of association of the Company;

3. Miscellaneous.

This having been declared, the Shareholders, represented as stated above, have taken the following resolutions unanimously:

First resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company from its current amount of ten thousand six hundred eighty-seven Great British Pounds (GBP 10,687.-) by an amount of one thousand seven hundred and eight Great British Pounds (GBP 1,708.-) to an amount of twelve thousand three hundred and ninety-five Great British Pounds (GBP 12,395.-) without issuance of any new share.

The amount of one thousand seven hundred and eight Great British Pounds (GBP 1,708.-) is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

As a consequence of the share capital increase, Mr Eamonn DUIGNAN still holds three hundred (300) shares and Mr John Charles McCARTHY also still holds three hundred (300) shares.

Second resolution

The Meeting resolves, further to the first resolution, to amend the article 4 of the Articles, in its English version, as follows:

" **Art. 4.** The share capital is fixed at twelve thousand three hundred and ninety-five Great British Pounds (GBP 12,395.-), divided into six hundred (600) shares without nominal value".

Expenses

The expenses, costs, remuneration and charges, in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the year and date first written above.

This document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder signs together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille neuf, le trente et un mars.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Eamonn DUIGNAN, homme d'affaires, résidant à Hayes House, Hayes, Country Meath, Irlande, ici représentée par Madame Corinne PETIT, ayant son adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Navan (Irlande) le 10 février 2009;

ET

2. Monsieur John Charles McCARTHY, homme d'affaires, résidant à Ardmulchan, Boyne Road, Navan, Country Meath, Irlande, ici représentée par Madame Corinne PETIT, prénommée, en vertu d'une procuration donnée à Navan (Irlande) le 10 février 2009,

(les Associés).

Lesdites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par la mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et le notaire instrumentaire, demeureront attachées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Les Associés ont requis le notaire instrumentaire de prendre acte de ce qu'elles représentent la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée dénommée Pentagon Co-ownership A S.à r.l. (la Société), société de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.571, constituée selon acte du notaire instrumentaire, alors de résidence à Remich, du 21 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 388 du 16 mars 2007 (les Statuts). Les Statuts de la Société ont été modifié en dernier lieu suivante acte du notaire instrumentaire, du 5 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 278 du 2 février 2008.

Les Associés déclarent que la présente assemblée générale extraordinaire est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation de capital de la Société de son montant actuel de dix mille six cent quatre-vingt-sept Livres Sterling (GBP 10.687.-) par un montant de mille sept cent huit Livres Sterling (GBP 1.708.-) à un montant de douze mille trois cent quatre-vingt-quinze Livres Sterling (GBP 12.395.-) sans émission de nouvelles parts sociales;

2. Modification subséquente de l'article 4 des statuts de la Société;

3. Divers.

Ceci ayant été déclaré, les Associés représentés comme indiqué ci avant, ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société pour le porter de son montant actuel de dix mille six cent quatre-vingt-sept Livres Sterling (GBP 10.687.-) par un montant de mille sept cent huit Livres Sterling (GBP 1.708.-) à un montant de douze mille trois cent quatre-vingt-quinze Livres Sterling (GBP 12.395.-) sans émission de nouvelles parts sociales.

La somme de mille sept cent huit Livres Sterling (GBP 1.708.-) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Suite à cette augmentation de capital, M. Eamonn DUIGNAN détient toujours trois cents (300) parts sociales et M. John Charles McCARTHY détient toujours trois cents (300) parts sociales de la Société.

Seconde résolution

L'Assemblée décide de modifier suite à la première résolution ci-dessus, l'article 4 des Statuts, dans sa version française, comme suit:

" **Art. 4.** Le capital social de la Société est établi à douze mille trois cent quatre-vingt-quinze Livres Sterling (GBP 12.395.-), divisé en six cents (600) parts sociales sans valeur nominale."

Frais

Les dépens, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme qu'ils soient et lesquels sont encourus par la Société en raison du présent acte sont estimés à approximativement mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des prédites parties comparantes, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française.

A la requête de ces mêmes parties comparantes, et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 avril 2009. LAC/2009/13191. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009046772/5770/123.

(090053840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2009.

PM Logistic Center Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-7333 Steinsel, 50, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 108.825.

L'an deux mille neuf, le trente et un mars.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "PM LOGISTIC CENTER LUXEMBOURG", avec siège social à L-7333 Steinsel, 50, rue des Prés, constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire alors de résidence à Luxembourg, le 14 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1109 du 27 octobre 2005 dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster en date du 16 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2183 du 3 octobre 2007.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Carlo Nicolas, demeurant professionnellement à Steinsel, qui désigne comme secrétaire Madame Corinne Petit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Gilles Vogel, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations des actionnaires représentés, paraphées "ne varietur", resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Que sur les cent (100) actions, cent (100) actions sont présentes ou représentés, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

1 Augmentation du capital social pour le fixer à cinq cent quatre-vingt-sept mille sept cent soixante euros (587.760.- EUR) par la création et l'émission de mille sept cent quatre-vingt-seize (1.796) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310.- EUR) chacune;

2 Souscription et libération de cette augmentation de capital par conversion de créances certaines liquides et exigibles à charge de la société à due concurrence;

3 Réduction du capital social à concurrence de quatre cent quarante-huit mille cinq cent soixante-dix euros (448.570.- EUR) par absorption des pertes cumulées et de la perte de l'exercice au 31 décembre 2008 à due concurrence et annulation consécutive de mille quatre cent quarante-sept (1.447) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310.- EUR);

4 Modification subséquent de l'article 3 des statuts de la Société pour le mettre en concordance avec les résolutions qui précèdent;

5 Modification de l'article 9 des statuts;

6 Divers.

III. Il résulte de ladite liste de présence que plus de la moitié des actions sont présentes ou représentées. Dès lors, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur l'ordre du jour précité, dont les actionnaires ont eu connaissance avant la tenue de l'assemblée.

IV. Après délibération, l'assemblée prend les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la société d'un montant de cinq cent cinquante-six mille sept cent soixante euros (556.760-EUR) afin de le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (31.000- EUR) à cinq cent quatre-vingt-sept mille sept cent soixante euros (587.760- EUR) par la création et l'émission de mille sept cent

quatre-vingt-seize (1796) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310- EUR) chacune , par conversion d'une créance certaine, liquide et exigible à charge de la société à due concurrence.

Souscription et Libération

Lesdites mille sept cent quatre-vingt-seize (1.796) actions nouvelles sont intégralement souscrites par Monsieur Carlo NICOLAS, né le 16 avril 1965 à Luxembourg, demeurant à L-1619 Luxembourg, 79, rue Michel Gehrend.

Expertise

L'apport en nature par conversion de créances certaines liquides et exigibles à charge de la société a fait l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises, Monsieur Luc SCHMITT, Réviseur d'entreprise, avec siège social à L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel, conformément aux stipulations de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales, rapport dont la conclusion est la suivante:

Conclusion:

"Based on the work performed and described above, nothing has come to our attention which could cause us to believe that the value of the contribution in kind does not correspond at least in number an nominal value to the 1'796 shares with a nominal value of EUR 310 each of PM LOGISTIC CENTER LUXEMBOURG S.A. to be issued in counterpart."

Ce rapport, daté du 26 mars 2009, après avoir été signé "ne varietur" par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé aux présentes pour être soumis avec elles aux formalités du timbre et de l'enregistrement.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de procéder à une diminution de capital à concurrence d'un montant de quatre cent quarante-huit mille cinq cent soixante-dix euros (448.570.- EUR) par absorption des pertes cumulées et de la perte de l'exercice au 31 décembre 2008 à due concurrence et annulation consécutive de mille quatre cent quarante-sept (1.447) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310.- EUR) afin de le porter de son montant actuel de cinq cent quatre-vingt-sept mille sept cent soixante euros (587.760.- EUR) à cent trente-neuf mille cent quatre-vingt-dix euros (139.190.- EUR) par absorption des pertes cumulées et de la perte de l'exercice au 31 décembre 2008 et annulation consécutive de mille quatre cent quarante-sept (1.447) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310.- EUR).

L'assemblée générale déclare expressément que la présente augmentation de capital avec réduction de capital ne donne lieu à paiement d'aucune soulte ni prime ou agio, et que la répartition des actions qui en résulte sera définitive sans charge de retour. Ainsi l'assemblée générale constate que l'ensemble des cent (100) actions ordinaires du capital jouiront dans le futur, et sans distinction, exactement des mêmes droits et obligations, et en particulier des mêmes droits quant à la répartition de l'avoir social et de tout boni de liquidation.

L'assemblée générale constate que tous les autres actionnaires existants ont renoncé à leurs droits préférentiels de souscription relativement à l'augmentation de capital ci-avant décidée.

Les prédites mille sept cent quatre-vingt-seize (1.796) actions nouvelles ont été libérées intégralement par apport en nature, tel qu'il en a été justifié au notaire instrumentant au moyen d'un rapport de réviseur.

Le notaire instrumentant constate expressément l'accomplissement des conditions prévues à l'article 26 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, relativement à cette augmentation de capital.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide suite aux résolutions précédentes de modifier l'article 3 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation et la réduction de capital.

L'article 3 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 3.** Le capital social est fixé à cent trente-neuf mille cent quatre-vingt-dix euros (EUR 139.190,-) divisé en quatre cent quarante-neuf (449) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (EUR 310,-) chacune."

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la date de l'assemblée générale annuelle de la Société de sorte que l'article 9 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 9.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de mars à 14.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Évaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à deux mille deux cents euros (2.200.- EUR).

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée au comparant à Luxembourg, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Nicolas, C. Petit, G. Vogel et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 avril 2009. LAC/2009/13185. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur (signé) Francis SANDT.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009046798/5770/107.

(090053944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2009.

SC-Concepts S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 9, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 141.940.

Im Jahre zweitausendneun, den einunddreissigsten März.

Vor dem unterzeichneten Fernand UNSEN, Notar mit dem Amtswohnsitz in Diekirch.

Ist der Aktionär der anonymen Aktiengesellschaft "SC-Concepts S.A.", mit Sitz in L-9237 Diekirch, 3, Place Guillaume, gegründet zufolge Urkunde instrumentierenden Notars vom 24. September 2008, veröffentlicht im Memorial C, Nummer 2602 vom 24. Oktober 2008, RCS LUXEMBOURG Nummer B 141.940, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Christian SCHUMACHER, Geschäftsführer, geboren am 11. Februar 1964 in Waimes (Belgien), wohnhaft in B-4784 Sankt Wh, 16, Neubrück.

Zum Sekretär wird Herr Mike KIRSCH, Privatbeamter, wohnhaft in Bivels, bestellt.

Die Versammlung bestellt zum Stimmenzähler Dame Gaby REIFF, Privatbeamte, wohnhaft in Luxemburg.

Nachdem die Wahl der Mitglieder des Büros erfolgt ist, erklärt der Vorsitzende:

I. dass aus einer von den Aktionären unterzeichneten Präsenzliste hervorgeht, dass sämtliche Aktien vertreten sind und deshalb von den durch das Gesetz vorgeschriebenen Einberufungen abgesehen werden konnte. Demnach ist die Generalversammlung regelrecht zusammengetreten und kann rechtsgültig über die den Aktionären bekannte Tagesordnung beraten. A

Die von den Mitgliedern des Büros "ne varietur" paraphierte Präsenzliste bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

II. Dass die Tagesordnung folgenden Wortlaut hat:

- Verlegung des Gesellschaftssitzes nach L-9911 Uffingen, 9, rue de Drinklange;

- Erhöhung des Kapitals der Gesellschaft um einhundertfünfzigtausend (150 000) Euro.

Alsdann geht die Versammlung zur Tagesordnung über und fasst einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Sitz der Gesellschaft nach L-9911 Uffingen, 9, rue de Drinklange zu verlegen, und somit den ersten Satz von Artikel 2 der Statuten wie folgt zu ändern: "Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Uffingen".

Zweiter Beschluss

Das Kapital der Gesellschaft wird um einhundertfünfzigtausend (150.000) Euro erhöht um es von seinem aktuellen Betrag von sechzigtausend (60.000) Euro auf zweihundertzweihunderttausend (210.000) Euro zu erhöhen.

Die Erhöhung des Gesellschaftskapitals wird erreicht durch die Ausgabe von zweihundertfünfzig (250) neuen Aktien von je sechshundert (600) Euro, mit den gleichen Rechten und Pflichten wie die bestehenden Aktien.

Die Sechshundertsechzig Komma sechsundsechzig (66,66) prozentige Zeichnung der zweihundertfünfzig (250) Aktien wurde erreicht durch eine Einzahlung von einhunderttausend (100.000) Euro durch Herrn Christian Schumacher, vorgeannt, auf das Konto der Gesellschaft "SC-Concepts S.A.", worüber dem Notar der Nachweis erbracht wurde.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung stellt fest dass auf Grund der obengenannten Kapitalerhöhung das Kapital der Gesellschaft zweihundertzweihunderttausend (210.000) Euro beträgt, eingeteilt in dreihundertfünfzig (350) Aktien von je sechshundert (600) Euro, alle dem alleinigen Gesellschafter Herr Christian Schumacher, vorgeannt, gehörend.

Der Einzahlungsstand des Gesellschaftskapitals beträgt einhundertsechzigtausend (160.000) Euro und entspricht sechsundsiebzig Komma neunzehn (76,19) Prozent.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Artikel 5 der Statuten wie folgt umzuändern:

" **Art. 5.** Das Gesellschaftskapital ist festgesetzt auf zweihundertzehntausend 210 000 Euro, eingeteilt in dreihundert-fünfzig (350) Aktien zu je sechshundert (600) Euro.

Der Einzahlungsstand des Gesellschaftskapitals beträgt einhundertsechzigtausend (160 000) Euro.

Nach Wahl ihrer Besitzer können die Aktien in einzelne Aktien dastellende Zertifikate über zwei oder mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Aktien laufen auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Gesellschaftskapital erhöht oder erniedrigt werden."

Kosten

Die Kosten und Gebühren welcher der Gesellschaft auf Grund gegenwärtiger Urkunde entstehen werden auf achthundert (800) Euro abgeschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Diekirch in der Amtsstube, Datum wie Eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Schumacher, Kirsch, Reiff, F. Unsen.

Enregistré à Diekirch, le 31 mars 2009. Relation: DIE / 2009 / 3456. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Tholl.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Verlangen, auf stempelfreiem Papier, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, RecueilSpécial des Sociétés et Associations erteilt.

Diekirch, den 8. April 2009.

Fernand UNSEN.

Référence de publication: 2009046273/234/68.

(090053280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2009.

Big Construction, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 15, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 106.452.

Cession de parts sociales

Entre les soussignés:

1) Monsieur CRANSAC Yan, né le 16.12.1970 à Albi (F), demeurant à F-57100 Thionville, 18, rue de Nancy, ci-après qualifié le cédant, d'une part; et

2) Monsieur WOHL Jean-Marie, né le 17.03.1961 à Differdange (L), demeurant professionnellement à L-1128 Luxembourg, 28-30, Val St. André

ci-après qualifié le cessionnaire, d'autre part;

Il a été convenu ce qui suit:

1) Le cédant cède au cessionnaire qui accepte 98 parts sociales libérées à concurrence de 100% de la société à responsabilité limitée BIG CONSTRUCTION s.à r.l. avec siège social à L-1728 Luxembourg 15, rue du Marché aux Herbes RCSL B106452 pour le prix de 1 € (un Euro).

2) Le cessionnaire reconnaît avoir reçu les titres qui lui ont été cédés et le cédant déclare avoir touché le prix dû.

3) Le cessionnaire décharge formellement le cédant de tous versements qui doivent éventuellement encore être faits sur ces titres ainsi que de toute autre obligation qui résulterait ou pourrait résulter pour le cédant de la propriété temporaire des dits titres.

4) La présente convention est régie par la loi luxembourgeoise et toutes les contestations seront de la compétence du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg.

Fait en triple exemplaire à Luxembourg.

Signatures

Le cédant / Le cessionnaire

Référence de publication: 2009045042/1029/29.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04799. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090051493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2009.